

**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**  
**PAYS: MADAGASCAR**  
**TYPE DE RAPPORT: SEMESTRIEL, ANNUEL OU FINAL SEMESTRIEL**  
**DATE DE RAPPORT: 15 JUIN 2019**

<b>Titre du projet:</b> Appui à la Réforme du Secteur de la Sécurité à Madagascar (ARSSAM) <b>Numéro Projet / MPTF Gateway:</b> PBF/00101786	
<b>Modalité de financement PBF:</b> <input type="checkbox"/> IRF <input checked="" type="checkbox"/> PRF	<b>Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire ("Trust fund"):</b> <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire pays <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire régional <b>Nom du fonds fiduciaire:</b>
<b>Liste de toutes les agences récipiendaires des fonds PBF (en commençant par l'agence chef de file), avec le type d'organisation (ONU, ONG etc):</b> PNUD, OIM, UNICEF, OHCHR, UNFPA (ONU) <b>Liste d'autres partenaires de mise en œuvre (gouvernementaux ou non-gouvernementaux):</b> Primature, Secrétariat Permanent à la Défense et à la Sécurité Nationale, Ministère de la Défense Nationale, Ministère de la Sécurité Publique, Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme, Ministère de la Justice, Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, Ministère des Affaires Etrangères, Secrétariat d'Etat chargé de la Gendarmerie, Armée, Gendarmerie, Police Nationale, Parlement, Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme, Agence Portuaire Maritime et Fluviale, Service des Douanes du Ministère des Finances et du Budget, Ministère de la Santé Publique, Central Intelligence Service, Aviation Civile de Madagascar, organisations de la société civile, médias	
<b>Date de début du projet<sup>1</sup>:</b> 1 Septembre 2016 <b>Durée du projet en mois :<sup>2</sup></b> 34 mois	
<b>Est-ce que le projet fait part d'une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF:</b> <input type="checkbox"/> Initiative de promotion du genre <input type="checkbox"/> Initiative de promotion de la jeunesse <input type="checkbox"/> Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix) <input type="checkbox"/> Projet transfrontalier ou régional	
<b>Budget PBF total approuvé* (par agence récipiendaire):</b> PNUD : \$ 1.500.000 OIM : \$ 600.000 UNICEF : \$ 300.000 OHCHR : \$ 300.000 UNFPA : \$ 300.000 Total: \$ 3.000.000 <i>*Le budget total approuve et le transfert de la deuxième tranche, ou toute tranche subséquente sont conditionnelles, et sujettes à l'approbation de PBSO, et à la disponibilité des fonds dans le compte de PBF</i>	

<sup>1</sup> La date de commencement actuelle est la date du transfert des fonds par MPTF-O aux organisations recipiendaires.

<sup>2</sup> La durée maximum des projets IRF est de 18 mois et celle des projets PRF est de 36 mois.

**Combien de tranches ont déjà été perçues par le projet:** La totalité

**Préparation du rapport:**

Rapport préparé par: Les Points focaux du PNUD, de l'OIM, de l'UNICEF, de l'OHCHR et de l'UNFPA

Rapport approuvé par: Les agences PNUD, OIM, UNICEF, OHCHR, UNFPA

Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport: Oui

Commentaire du Secrétariat PBF sur le rapport: Oui

Est-ce que le projet a déjà participé dans un exercice d'évaluation ? Si oui, lequel et veuillez attacher le rapport:

Non, sauf l'exercice de l'evaluability and progress assessment

#### **NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:**

- Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.
- Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.
- Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.

### **PARTIE 1: PROGRES DES RESULTATS DU PROJET**

#### **1.1 Progrès global du projet actuellement**

Expliquer brièvement l'état global de mise en oeuvre du projet en termes de cycle de mise en oeuvre, y compris si toutes les activités préliminaires / préparatoires ont été achevées (limite de 1500 caractères):

Le projet était initialement prévu s'achever à la fin de 2018. Cependant, pour différentes raisons (retard dans le démarrage effectif du projet, phases de blocage de la mise en oeuvre à cause d'épidémies, crises politiques et élections), une extension sans coûts additionnels de six mois a été sollicitée et approuvée, prolongeant le projet jusqu'à fin juin 2019. Le projet arrivera à son terme à la fin de ce mois-ci totalisant ainsi 34 mois d'exécution. Cette prolongation a permis la mise en oeuvre effective des activités reportées, conformément aux objectifs énoncés dans le document de projet.

La totalité des activités préparatoires du projet ont été achevées, y compris celles relatives aux états des lieux, analyses, études et élaboration d'outils de formation. C'est sur la base de ce travail préliminaire essentiel que les activités d'appropriation nationale de la RSS et d'élaboration de la vision de sécurité nationale, de renforcement des capacités (formations, dotations d'équipements, campagnes de sensibilisation, construction et réhabilitation de bâtiments) des acteurs du secteur de la sécurité ont pu se réaliser, dont une petite partie se trouve actuellement en phase de finalisation. La mise en oeuvre sera achevée à la date prévue, raison pour laquelle le rapport actuel est encore un rapport préliminaire, pour permettre la prise en compte et valorisation de tous les résultats et impacts jusque là lors de l'évaluation finale.

Compte tenu du moment dans le cycle de mise en oeuvre du projet, veuillez **évaluer les progrès globaux** de ce projet vers les résultats à ce jour (faire le choix entre trois options):  
on track

En quelques phrases, résumez ce qui est **unique / innovant / intéressant** par rapport à ce que ce projet essaie / a tenté d'accomplir ou son approche (plutôt que de lister les progrès de l'activité) (limite de 1500 caractères).

Le projet est le premier de son type à intervenir dans le domaine de la RSS à Madagascar, à savoir un projet holistique, inclusif et avec différentes approches d'appui, allant des classiques approches "former et équiper" (formations, dotations d'équipement), à l'analyse approfondie de thématiques et problématiques jamais avant étudiées à Madagascar (armes à feu, gestion des frontières, VBG lors des attaques des dahalo, système de promotion des forces de défense et de sécurité, etc.), aux activités de sensibilisation et de changement de comportement et de communication, aux activités de dialogue stratégique, aux activités de rapprochement d'acteurs qui n'avaient jamais eu l'opportunité de s'échanger et de se concerter directement entre eux (les différents corps des FDS entre eux, les FDS avec les acteurs de contrôle étatique et non-étatique, les FDS avec les autorités et la population locale).

En plus, le fait de travailler en parallèle sur différentes thématiques traditionnellement abordées en silo a permis d'identifier et capitaliser les synergies et potentiels pour harmonisation, par

exemple entre les appuis à la gestion des frontières et le contrôle des armes, ou entre les appuis à la formation en droits de l'homme, le traitement des cas de VBG et la promotion d'une police de proximité.

Le projet a habilité et encouragé les parties prenantes de la RSS à Madagascar à suivre le processus initié en 2014 et à ne pas perdre de vue les aspects de bonne gouvernance.

En quelques phrases, résumez les **progrès / résultats majeurs de consolidation de la paix** du projet (avec preuves), que PBSO peut utiliser dans les communications publiques pour mettre en évidence le projet (limite de 1500 caractères) :

Malgré les défis et chambouillements au cours de la durée du projet, la RSS a été maintenue comme une priorité politique grâce à l'habilitation et à l'appui aux entités et acteurs principaux de la RSS à Madagascar et l'appui à la documentation et ainsi pérennisation des étapes sous forme des documents stratégiques élaborés (cf. Plan National de la RSS, Document de Fondement d'une Stratégie de Sécurité Nationale).

Le projet a réussi à bien documenter et ainsi pérenniser les acquis et nouvelles connaissances et pratiques de formation sous forme de rapports et manuels qui assurent une pérennisation des progrès (cf. Manuel de formation en droits de l'homme, Manuel de prise en charge des cas de VBG, Rapports de l'analyse de la gestion des frontières/du cadre légal relatif aux armes/de la justice militaire/des VBG lors des attaques de dahalo). Dans un contexte qui ne mettait pas en avant la transmission des connaissances, cet effort a assuré une continuité et cumulation des acquis, au lieu de répétition et redémarrage suite aux rotations fréquentes à tous les niveaux.

Suivant l'exemple et les bonnes expériences lors des activités du projet, les acteurs du secteur de la sécurité ont appris et internalisé une culture de communication, d'ouverture et d'échanges interinstitutionnelle et avec la société civile pour avoir davantage de décisions véritablement inclusives, donc mieux acceptées et avec une meilleure probabilité de réalisation par la suite.

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu **un impact humain réel**, c'est-à-dire comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires que PBSO peut utiliser dans les communications publiques pour mettre en évidence le projet. (limite de 1500 caractères):

La promotion des principes de bonne gouvernance dans le secteur a renforcé le changement de la compréhension des missions des FDS, d'une mission classiquement de lutte contre l'insécurité, vers une compréhension de mission de service à la population; et d'un concept de sécurité restreint à un concept de sécurité humaine. Ce changement de paradigme est à la base d'une interaction plus ouverte et collaborative entre les FDS et la population, et ainsi d'un renforcement de la confiance entre les FDS et la population.

Plus conscients et mieux formés en droits de l'homme, en approches plus sensibles et un accueil mieux adapté aux différents groupes (surtout groupes vulnérables), et en méthodes de communication plus inclusives, les FDS adoptent une attitude et réaction plus collaborative et ouverte envers la population, visible par une meilleure qualité des services de prise en charge et une meilleure documentation et suivi des dossiers. Cette amélioration peut être décisive à encourager les citoyens à chercher l'appui des FDS, et par conséquent améliorer la capacité des FDS à mieux les protéger et même sauver leur vie.

L'habilitation des mécanismes de contrôle a mené à un sens de redevabilité plus accru, perçu par la population et les FDS elles-mêmes, et visible à travers l'augmentation des plaintes et sanctions

à l'envers des éléments fautifs et corrompus, faits qui n'étaient pas nécessairement communiqués et traités par les canaux officiels.

Si l'évaluation de l'avancement du projet est **sur la bonne voie**, veuillez expliquer quels ont été les **principaux défis** (le cas échéant) et quelles mesures ont été prises pour y remédier (limite de 1500 caractères).

Suite aux défis et obstacles rencontrés dans le passé (retard de démarrage, épidémie de peste, crises politiques, élections), la formation du nouveau gouvernement en début 2019 a constitué un défi supplémentaire, engendrant un léger retard dans la mise en oeuvre en attendant la nomination des éléments des ministères et institutions partenaires. Pour palier à ce défi, comme dans le passé, le projet a priorisé les activités qui ne préconisaient pas une consultation ou validation renouvelée pendant la phase de constitution de gouvernement et a accéléré la reprise des autres activités aussitôt que les équipes gouvernementales étaient complètes.

Malgré le fait que la RSS a été confirmée comme une des priorités du nouvel gouvernement, le leadership et donc l'appropriation suffisante nationale a été affaiblie par le changement d'équipes, et surtout l'absence continue d'un Bureau National de Coordination de la RSS, créé pourtant par décret en septembre 2017. Face à ce défi, le projet a continué son approche d'appuyer et habiliter le Secrétariat Permanent à la Défense et à la Sécurité Nationale, entité superposée au BNC-RSS, à prendre (provisoirement) le leadership et la coordination du processus.

Le projet a pallié au corporatisme et à la méfiance entre les différents acteurs en organisant des rencontres et activités conjointes pour promouvoir les échanges et le réseautage entre les différentes institutions et corps et arriver à des solutions conjointes et coordonnées.

Si l'évaluation de l'avancement du projet est **en retard**, veuillez énumérer les principales raisons / défis et expliquer quel impact cela a eu / aura sur la durée ou la stratégie du projet et quelles mesures ont été prises / seront prises pour relever les défis / rectifier la progression du projet (limite de 1500 caractères):

Veuillez joindre en pièce(s) séparée(s) tout document mettant en évidence ou fournissant plus de preuves de l'avancement du projet (par exemple: publications, photos, vidéos, rapports de suivi, rapports d'évaluation, etc.). Listez ci-dessous ce qui a été attaché au rapport, y compris le but et l'auditoire du document.

- (1) Plan National de la Réforme du Secteur de la Sécurité: identifiant les objectifs stratégiques, résultats et actions à prendre pour aboutir à une meilleure gouvernance du secteur de la sécurité, destiné à tous les acteurs de la RSS
- (2) Plan de Communication sur la RSS: proposant des objectifs et actions à mener pour assurer une appropriation effective par tous les acteurs ainsi qu'une communication systématique sur l'avancement de la réforme, destiné à toutes les acteurs de la RSS
- (3) Etude sur les besoins de sécurité humaine à Madagascar: motivant le choix du concept de sécurité humaine à la base de la vision de sécurité nationale, destinée au SPDSN (chargé d'élaborer la vision et stratégie de sécurité nationale)
- (4) Rapport de pré-évaluation de la sécurité et gestion des frontières à Madagascar: identifiant les principaux domaines d'intérêt dans le cadre global de la gestion des frontières à Madagascar, destiné aux acteurs oeuvrant sur la gestion des frontières et aux décideurs
- (5) Rapport d'analyse de la sécurité et gestion des frontières à Madagascar : évaluation de 5 ports et 6 aéroports, analysant le cadre administratif, opérationnel, légal et informatique des acteurs étatiques impliqués dans la gestion des frontières à Madagascar et développant des

- recommandations à court, moyen et long terme pour la mise en œuvre de la gestion intégrée des frontières dans le pays, destiné aux acteurs oeuvrant sur la gestion des frontières et aux décideurs
- (6) Rapport de l'analyse de la législation, des règles et des procédures de contrôle et de gestion des armes à feu: identifiant les recommandations pour une mise à jour et mise en conformité du cadre légal avec les standards et normes internationales, destiné aux institutions et entités impliquées ou concernées par le contrôle et la gestion des armes
  - (7) Rapport de l'analyse des systèmes de promotion, des codes de conduite et des mécanismes de contrôle interne des FDS: formulant des recommandations pour une mise à jour et renforcement pour renforcer la redevabilité et le professionnalisme des FDS
  - (8) Rapport sur les critères de recrutement des femmes des FDS
  - (9) Lignes directrices pour des infrastructures répondant aux besoins des femmes
  - (10) Rapport de l'enquête sur l'accès des civils aux armes à feu : complétant l'analyse du cadre légal et procédural, destiné aux institutions et entités impliquées ou concernées par le contrôle et la gestion des armes des civils
  - (11) Manuel de formation pour les FDS sur les droits humains: harmonisant l'enseignement en droits humains dans les FDS, destiné aux entités de formation initiale et continue des FDS
  - (12) Livret pour les élèves FDS sur les droits humains: resumant les points clés du manuel de formation sur les droits humains, destiné aux élèves des FDS
  - (13) Curriculum de formation en Dialogue Communautaire SALT (Stimuler, Apprécier, Lier, Transmettre)
  - (14) Définition et référentiels de compétences des FDS sur la police de proximité: stipulant une définition commune de la police de proximité à Madagascar et les compétences nécessaires à son exercice, destiné aux forces de sécurité
  - (15) Memoranda d'Entente entre les cinq entités travaillant dans le Centre de coordination de l'aéroport d'Ivato: stipulant les termes de coopération et de coordination en matière de gestion intégrée des frontières
  - (16) Rapport de l'analyse de la justice militaire à Madagascar: identifiant les recommandations pour la réforme et réactivation de la justice militaire, destiné aux institutions impliquées dans la justice militaire et aux décideurs
  - (17) Rapport de l'étude sur le phénomène de VBG pendant les raids des dahalo: décrivant le phénomène et identifiant des pistes d'interventions permettant d'aider les FDS à améliorer la qualité de prestation de service en matière de VBG, destiné aux FDS
  - (18) Guide de prise en charge des VBG par la Police Judiciaire: proposant des actions pour améliorer les pratiques professionnelles de la police judiciaire dans la prise en charge des victimes de VBG, destiné aux forces de sécurité
  - (19) Vidéo contenant des témoignages sur les retombées de l'appui du PBF et de l'UNFPA pour les services de la Police Judiciaire
  - (20) Photos de diverses activités

## 1.2 Progrès par résultat du projet

L'espace dans le modèle permet d'inclure jusqu'à quatre résultats de projet. Si votre projet a plus de résultats approuvés, contactez PBSO pour la modification du modèle.

**Résultat 1:** Une vision de la RSS est développée de manière participative, tournée vers la protection des biens et des personnes, et traduite dans des plans d'action inclusifs et réaliste

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat: **on track**

**Résumé du progrès:** Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin, pour les rapports de novembre: janvier-novembre, pour les rapports finaux: durée totale du projet), y compris la mise en œuvre des principaux produits (sans énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix. Dans la mesure du possible, fournissez des exemples spécifiques de changements que le projet a soutenus / contribué ainsi que, lorsque disponibles et pertinents, des citations des partenaires ou des bénéficiaires au sujet du projet et de leur expérience. (Limite de 3000 caractères)

Le secteur de la sécurité et la RSS ont été priorisés dans la Politique Générale de l'Etat présentée par le nouveau gouvernement en début de cette année - en étant des points clés à la promotion de la paix durable et au développement du pays - et en mars dernier, le processus de mise en œuvre de la RSS a été relancé.

Des activités de vulgarisation et de sensibilisation sur la RSS en vue de contribuer à l'appropriation effective du processus par tous les acteurs pertinents ont été poursuivies surtout au bénéfice des nouvelles équipes ministérielles.

Le SPDSN dispose non seulement des capacités techniques et matérielles, mais aussi d'un document stratégique de vision de la sécurité nationale qui prend en compte toutes les études et analyses effectuées par le projet.

Les responsables de la gestion des armes à feu ont repris les recommandations issues de l'analyse du cadre légal effectuée par le projet et ont entamé la rédaction participative d'une nouvelle loi des armements, actuellement encore en voie de révision et de finalisation avant d'être présentée au nouveau parlement.

Les entités clés de la gestion des frontières à Madagascar disposent d'une analyse approfondie des principaux ports et aéroports (ainsi que des aspects administratifs, juridiques, opérationnels et de gestion de l'information liés à ce domaine) et de recommandations pour mettre en œuvre une approche de gestion intégrée des frontières dans le pays.

Les FDS disposent des connaissances et informations nécessaires pour une meilleure intégration du genre dans leur travail, ainsi que pour renforcer la participation et le rôle des femmes au sein des FDS. Sur la base des lignes directrices élaborées concernant l'adaptation des infrastructures aux besoins féminins, l'Ecole de la Gendarmerie Nationale est en cours de réhabilitation et devient ainsi une structure pilote au niveau national.

Les parties prenantes disposent des informations et recommandations pour la réforme des systèmes de promotion des FDS pour promouvoir la méritocratie et la gestion prévisionnelle des ressources humaines.

**Résultat 2:** Les FDS accomplissent leur mandat de manière compétente et professionnelle, grâce au renforcement de leurs compétences et capacités

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat: **on track**

**Résumé du progrès:** (voir les questions données sous Résultat 1)

Des éléments des FDS ont été formés pendant le premier semestre par les formateurs formés sur la base du Manuel de formation en droits humains harmonisé. Ainsi, le nombre total d'éléments formés depuis le début du projet s'élève à 571, nombre qui atteint déjà la dimension critique nécessaire pour avoir un impact sur le comportement des éléments détachés sur toute l'île. Les évaluations réalisées auprès des formateurs et élèves FDS formés ont permis de constater que 87.5% maîtrisent les concepts sur les droits humains à la fin des formations réalisées. Toutefois, seulement 73.7% d'entre eux ont déclaré être responsables des droits humains dans l'exercice de leur fonction. 60% maîtrisent le contenu de leurs mandats.

Le compendium réunissant en un seul volume le Code pénal et le Code de procédure pénale en français et en malagasy a été distribué, renforçant ainsi l'accès des éléments de la police judiciaire et des tribunaux et par conséquent leur connaissance de ces textes vitaux à leur travail.

La définition et les compétences harmonisées qui constituent l'approche de police de proximité ont été vulgarisées et appliquées dans les écoles de police et de gendarmerie, et ont été mentionnées comme priorité lors de communiqués publiques par des éléments de haut niveau des FDS.

Le Grand Sud étant la province de Madagascar la plus touchée par les menaces liées à l'insécurité, l'Armée vient concourir aux activités de sécurisation de la zone sous forme des nouveaux Bataillons Interarmes (BIA). La sécurité dans la région d'Ihorombe sera renforcée car le premier Bataillon Interarmes basé à Ihosy disposera des équipements de transmission essentiels au succès de leurs interventions contre les dahalo.

Grâce à de nombreuses sensibilisations, formations et consultations, la gestion intégrée des frontières aujourd'hui est une approche reconnue, appréciée et de plus en plus adoptée dans le secteur, tant par les acteurs publics que privés. Cela a été rendu possible par la démonstration des avantages d'une meilleure coordination des acteurs qui a conduit à la signature de 2 protocoles d'accord entre les entités clés de la gestion des frontières D'autres activités (installation d'un système d'information dans 2 aéroports, création de centre de coordination multipartite, formations et manuel de formation) ont permis de renforcer cette volonté de coopération.

Les parties prenantes du contrôle et de la gestion des armes de l'Etat et des civils sont habilités et outillés (formations et équipements) pour mettre en conformité les procédures et pratiques avec les standards et normes internationaux, et pour mieux gérer et contrôler les armes à travers un enregistrement numérisé et standardisé, l'introduction du marquage d'armes, et la modernisation des infrastructures et procédures de gestion et de contrôle des stocks d'armes, et de lutter ainsi contre la prolifération illicite d'armes, source d'insécurité surtout dans le sud de Madagascar.

**Résultat 3:** Les mécanismes de contrôle civil et institutionnel sont en place et fonctionnent.

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat: **on track**

**Résumé du progrès:** (voir les questions données sous Résultat 1)



Sur la base des recommandations de l'analyse des codes de conduite et d'éthique ainsi que des mécanismes de contrôle interne effectuée en 2018, les unités et mécanismes de contrôle interne des FDS bénéficient d'un appui pour faire connaître à la population les canaux pour déposer des plaintes, et en même temps renforcer la capacité matérielle des entités de manière à mieux répondre aux plaintes, préparer et assurer la suite des dossiers, contribuant ainsi à renforcer la redevabilité des FDS et la confiance de la population en elles.

Sur le volet de la lutte contre la corruption sur les axes routiers, le Bureau Indépendant Anti-Corruption (BIANCO) a pu disseminer le nouveau guide des infractions routières et sensibiliser les opérateurs et usagers de la route sur l'importance de la lutte contre la corruption dans six régions de Madagascar. En plus, la visibilité de la campagne est renforcée à travers de panneaux publicitaires et autocollants sur cette thématique.

Après le renforcement de capacités pour les personnels et les parlementaires en matière de contrôle parlementaire du secteur de la sécurité, le centre d'information et l'archive de l'Assemblée bénéficient d'un appui en équipements, matériels d'information pour promouvoir l'utilisation des ressources disponibles, et en oeuvres sur la RSS et le contrôle parlementaire.

La seule maison de force de Madagascar située à Tsiafahy bénéficie d'un appui pour améliorer la sécurité de la prison à travers l'électrification solaire du centre de détention et des logements. Ceci pour faire face et réduire les cas d'évasion documentés dans les dernières années.

**Résultat 4:** La confiance entre les FDS et la population la plus vulnérable est renforcée, à travers une approche de sécurité communautaire adéquate par les FDS aux préoccupations de la population dans les zones pilotes, y compris des groupes les plus vulnérables.

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat: **on track**

**Résumé du progrès:** (voir les questions données sous Résultat 1)

Sans sécurité et sans paix durable, il n'y aura pas de développement. Alors la sécurité ne constitue pas seulement une source d'équilibre entre les populations, mais devient une condition nécessaire au développement d'un pays. C'est dans ce cadre que les mécanismes de dialogue entre les FDS et la population sont améliorés particulièrement dans le Sud (les régions Anosy et Ihorombe) à travers l'organisation de sessions de dialogue entre les autorités locales, les FDS et la société civile (notamment les femmes et les jeunes) permettant la création d'espaces d'échanges constructifs sur les attentes et besoins en matière de sécurité communautaire ainsi que les rôles des FDS et de tous les acteurs locaux concernés.

Afin de renforcer ces liens entre les parties prenantes, des plans locaux de sécurité seront élaborés conjointement avec la participation directe des populations dans cinq communes des deux régions pilotes en synergie avec les interventions du projet Renforcement de l'Autorité de l'Etat dans le Sud (RAES).

Le projet a fixé comme objectif de renforcer la confiance entre la population et les Forces de Défenses et de Sécurité (FDS). Confiance qui devrait en partie se traduire par l'augmentation de la dénonciation des violences encourues auprès des structures légales de protection et de répression.

Dans cette initiative de rapprochement des FDS de la population, des supports de sensibilisation sur les VBG ont été produits. Actuellement, les supports de sensibilisation sont en cours d'utilisation au niveau des services de la police et de la Gendarmerie : 9000 autocollants affichés dans les taxis et les bus de la Commune Urbaine d'Antananarivo suite à la collaboration avec la Direction Générale de la Sécurité Routière de la Gendarmerie Nationale.

Les affiches sont partagées et affichées au niveau des services.

Suite au renforcement des connaissances sur les VBG de 250 agents et officiers, le suivi réalisé cette année a révélé les quelques changements suivants :

- La formation sur la prévention et la réponse aux VBG fait partie des modules de formation au niveau du centre de formation continue et de la recherche de la police nationale ainsi qu'au niveau de l'Ecole Nationale Supérieure de la Police Nationale.
- La police et la gendarmerie, y inclus les chefs et les cadres de haut niveau, comprennent mieux les questions de genre et de lutte contre les VBG.
- Après avoir achevé la formation, la police judiciaire commence à gagner en crédibilité auprès des femmes et des personnes affectées par les VBG. Dans ce sens, le nombre d'incident de VBG déclaré auprès des services de la police judiciaire a doublé passant de 1500 en 2017 à 3000 en 2019.

Le projet a également poursuivi l'appui à la Brigade Féminine de Proximité afin de renforcer la prévention et la réponse aux VBG. Cette structure qui n'existe que dans la capitale fera l'objet d'une mise à l'échelle au niveau des 22 régions suite au plaidoyer de l'UNFPA.

### 1.3 Questions transversales

<p><b>Appropriation nationale:</b> Comment le gouvernement national a-t-il démontré son appropriation et son engagement envers les résultats et les activités du projet? Donnez des exemples spécifiques. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Malgré les événements de forces majeures et la complexité du contexte politique (élections présidentielles en janvier et législatives en mai), la partie nationale a apporté son appui et montré un fort engagement à la mise en oeuvre des activités du projet.</p> <p>La nécessité des réformes dans le secteur de la sécurité a été exprimée par le peuple malagasy et confirmée par le gouvernement en tant qu'une des priorités du projet "Initiative pour l'Emergence de Madagascar".</p> <p>A titre d'exemple, l'atelier national de relance de la RSS est la preuve de volonté commune et d'engagement de tous les acteurs concernés de contribuer au renforcement et à l'appropriation nationale des orientations de la RSS dans la perspective de parvenir à des résultats tangibles et concrets.</p> <p>Malgré le fait que le projet finira inévitablement, le premier semestre de l'année a vu une forte augmentation des demandes d'appui pour des activités et initiatives par les partenaires pour approfondir et continuer la réforme, demandes auxquelles le projet n'a plus pu répondre</p>
---	--

	favorablement vu la fin du temps et du budget de projet.
<p><b>Suivi:</b> Le plan de S &amp; E du projet est-il sur la bonne voie? Quelles sont les méthodes de suivi et les sources de données utilisées? Veuillez joindre tout rapport relatif au suivi pour la période considérée. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>De manière générale, le suivi des activités du projet est réalisé par chaque agence sur la base du Plan de S&amp;E. Le poste de chargé de suivi-évaluation au sein du Secrétariat du PBF n'a pas été pourvu, comblant ainsi l'inexistence d'une personne désignée à cet aspect dans l'ensemble du projet.</p> <p>Le suivi par activité et surtout semestriel est effectué à partir d'un tableau de bord des indicateurs.</p> <p>Les données relèvent majoritairement d'informations reçues des partenaires (ministères, FDS), et dans une moindre mesure de recherches médiatiques, enquêtes et entretiens. Autant que possible, le projet essaie de trianguler les informations reçues, bien que pour certaines données ce soit presque impossible vu l'exclusivité des informations. Après l'étude d'évaluabilité effectuée en juin 2018, une étude de perception a été réalisée en avril-mai de cette année pour renseigner les indicateurs de résultat sur le changement de perceptions.</p> <p>Un système de suivi des services de prise en charge des VBG appuyés par le projet, à travers la base des données sur les cas de VBG traités, est mis en place.</p> <p>Les réunions du Comité de Projet favorisent le partage et les échanges sur l'état d'avancement des activités, les diverses contraintes et les recommandations pour débloquer certaines situations.</p> <p>Les réunions trimestrielles du Groupe technique du volet frontières permettent une concertation des acteurs du secteur pour les informer de l'évolution et pour monitorer l'impact de la mise en oeuvre.</p>
<p><b>Évaluation:</b> Fournir une mise à jour sur les préparatifs de l'évaluation externe pour le projet, surtout si le projet est au cours des 6 derniers mois de la mise en œuvre ou c'est le rapport final. Confirmer le budget disponible pour l'évaluation. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>En vue de la préparation de l'évaluation externe du projet après sa fin, une mission externe d'évaluabilité a été effectuée pour tout le programme financé par le PBF en général, et pour le projet ARSSAM en particulier en juin 2018.</p>
<p><b>Effets catalytiques (financiers):</b> Le projet a-t-il conduit à des engagements de financement spécifiques autres que le PBF? Si oui, de qui et de quel montant? Si non, des tentatives spécifiques ont-elles été faites pour attirer des contributions financières supplémentaires au projet et au-delà? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>La Conférence des Bailleurs et du Forum International des Investisseurs pour Madagascar, tenue à Paris en Décembre 2016, a mis le processus de la RSS comme faisant partie des 10 projets prioritaires dans le volet Gouvernance du pays. Les promesses ont largement dépassé la demande</p>

	<p>lors de cette conférence bien qu'aucune visibilité sur la direction des aides et /ou investissements n'a encore été donnée par la structure de suivi nationale de cette Conférence sur le processus de la RSS.</p> <p>Des échanges avec des contributeurs potentiels ont été initiés en vue d'assurer une continuité des interventions et appuis dans les divers domaines couverts par le projet actuel.</p> <p>Le MDN a bénéficié d'un appui de suite en matière de gestion et de contrôle des armes par l'Union Européenne (EU P2P), par le Small Arms Survey (financé par le Japon), et par l'UNREC (financé par le Japon). Sur les questions de suite de la police de proximité et de la déontologie, le DCAF a reçu un financement du MAE français pour un projet d'un an pour approfondir les travaux initiés par ARSSAM.</p> <p>L'Union Africaine a à plusieurs reprises mis en perspective et parfois réalisé des appuis complémentaires à l'appui du projet ARSSAM, surtout pour appuyer la RSS au niveau stratégique et politique.</p> <p>Des discussions ont été initiées visant la réalisation d'une mission d'évaluation internationale ayant comme objectif principal l'évaluation des avancements et blocages de la RSS jusqu'à présent.</p>
<p><b>Effets catalytiques (non financiers):</b> Le projet a-t-il créé des conditions favorables pour d'autres activités de consolidation de la paix par le gouvernement / les autres donateurs? Si oui, veuillez préciser. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Plusieurs effets catalytiques du projet sont visibles.</p> <p>Suivant le rapport sur le cadre légal et procédural de la gestion des armes à feu, les capacités des FDS et des personnels des ministères concernés en matière d'enregistrement, de marquage et de stockage d'armes ont été renforcées avec une expertise internationale.</p> <p>L'appui donné aux mécanismes de contrôle externe (le Parlement, la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme) et interne (services de contentieux, inspectorats, commissions, conseils ou autres) ainsi qu'aux mécanismes de dénonciation d'abus ont donné la confiance et suscité l'initiative de ces mécanismes à élaborer des plans d'action et listes de besoins pour renforcer davantage leur rôle et capacités dans la redevabilité des FDS.</p> <p>La réalisation d'activités conjointes et de sessions de dialogue ouvert entre la société civile, les autorités</p>

	<p>locales et les FDS sur la base des besoins identifiés en matière de sécurité dans le Sud de Madagascar ont favorisé la consolidation de la confiance entre les FDS et les populations les plus vulnérables et ont été à la base d'initiatives locales supplémentaires à celles du projet pour pérenniser les effets.</p> <p>Les formateurs formés dans le cadre du projet ont été appelés à continuer les formations continues en cascade au-delà de la durée du projet et sont ainsi devenus des ressources importantes pour pérenniser les acquis et l'impact du projet.</p>
<p><b>Stratégie de sortie / durabilité:</b> Quelles mesures ont été prises pour se préparer à la fin du projet et aider à assurer la durabilité des résultats du projet au-delà du soutien du PBF? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Une attention particulière est accordée à bien documenter les acquis du projet par voie de rapports et publications, ainsi que l'élaboration d'outils utiles (ex. manuels de formation, manuels de procédure) pour assurer la continuité et pérennité des acquis.</p> <p>En outre, l'implication directe des acteurs clés dans toutes les phases du projet, et les activités de renforcement de capacités de ces mêmes acteurs assurent le transfert durable des connaissances et compétences nécessaires aux futurs changements et actions après la clôture du projet.</p> <p>L'implication à différents niveaux des formateurs et responsables ministériels ainsi que l'essence même d'une communication participative et interactive lors des formations en enregistrement, marquage et stockage d'armes constituent une contribution certaine pour la pérennisation des actions en la matière.</p> <p>L'implication à différents niveaux des techniciens formateurs et responsables ministériels ainsi que l'essence même d'une communication participative et interactive constituent une contribution certaine pour la pérennisation des actions en C4D et des changements de mentalité qui devraient en découler.</p> <p>La signature d'une note de service portant application du guide de prise en charge des VBG par tous les services de la police judiciaire constitue un gage pour renforcer l'intérêt et les efforts fournis jusqu'ici.</p>
<p><b>Prise de risques :</b> Décrivez comment le projet a réagi aux risques qui menaçaient l'atteinte des résultats. Identifiez de nouveaux risques apparus depuis le dernier rapport, le cas échéant. (Limite</p>	<p>L'absence de coordination nationale suite à l'abrogation du CTO-RSS, le blocage de la mise en oeuvre des activités suite à des événements et crises politiques ou à des événements saisonniers (peste,</p>

<p>de 1500 caractères)</p>	<p>cyclones), le risque de non-disponibilité des bénéficiaires lors des changements d'équipes gouvernementales (après les crises et élections), ainsi que le retard dans l'opérationnalisation du SPDSN sont des risques identifiés au fur et à mesure de la mise en oeuvre des activités du projet non seulement pendant la période considérée, mais aussi de façon générale. Pour pallier cela, le projet a priorisé les activités les moins sensibles politiquement en attendant que les conditions soient plus propices à leur mise en oeuvre.</p> <p>Le projet a anticipé la difficulté et complexité de traiter certaines thématiques et sujets très sensibles et contentieux (tels que les renseignements, les armes à feu, les plaintes, la justice militaire) et possibles blocages en mettant en avant l'inclusion et participation de toutes les parties prenantes, l'équilibre entre transparence et discrétion, la facilitation de discussions et débats entre acteurs de différents avis, et l'implication des échelons supérieurs lorsque cela s'avérait nécessaire.</p>
<p><b>Égalité entre les sexes :</b> Au cours de la période considérée, quelles activités ont été menées pour adresser les questions d'égalité des sexes ou d'autonomisation des femmes? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Plusieurs activités relatives à l'inclusion et à la promotion du rôle des femmes dans les FDS ont été entreprises durant les 6 derniers mois et constituent des axes spécifiques du projet.</p> <p>Un appui à la réforme des critères de recrutement a été fourni à travers l'organisation d'une campagne de d'information. Les femmes sont informées et motivées à rejoindre les FDS, et les FDS et la population en général sont sensibilisées à l'importance et à la contribution des femmes à la sécurité.</p> <p>Sur la base de lignes directrices relatives aux infrastructures élaborées en 2018, l'Ecole Nationale de la Gendarmerie à Ambositra bénéficie d'une réhabilitation pour mieux répondre aux besoins des femmes.</p> <p>Dans les analyses, dialogues et consultations, le projet donne une attention particulière à l'inclusion des femmes et à désagréger les données selon le sexe afin d'obtenir des statistiques ventilées par sexe.</p> <p>Pour les activités de formations des FDS sur les droits humains, le genre a été intégré parmi les 13 modules du curricula.</p>

	Le projet appuie la Brigade Féminine de Proximité, une structure récemment mise en place au niveau de la Police Nationale et chargée de prévenir les infractions sur la voie publique et au niveau des quartiers urbains.
<b>Autre:</b> Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères)	

**1.3 ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:** Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification - fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionner les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

	<b>Indicateurs</b>	<b>Base de donnée</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements</b>	<b>Ajustement des cibles (cas échéant)</b>
<b>Résultat 1</b> Une vision de la RSS est développée de manière participative, tournée vers la protection des biens et des personnes, et traduite dans des plans d'action inclusifs et réalistes	Indicateur 1.1 Adoption par le Président d'une vision nationale sur la défense et la sécurité, basée sur les plans opérationnels de chaque FDS	2016 : Non effective	Effective	Non effective	Le document de vision a été élaboré par le SPDSN en 2018 avec l'appui technique du projet, mais n'a pas été validé avant les élections présidentielles, ni depuis le changement de gouvernement. Vu les élections législatives récentes, il est à espérer que le contexte soit maintenant plus propice.	
	Indicateur 1.2 % de femmes présentes dans les FDS	2016 : Armée : 0.1% ; Gendarmerie : 2.8% ; Police : 11%	Armée : 0.3% ; Gendarmerie : 4% ; Police : 13%	2018: Armée 1% ; Gendarmerie 4% ; Police 11.69%		
	Indicateur 1.3					
Produit 1.1 Le processus de RSS dans sa globalité est soutenu	Indicateur 1.1.1 Nombre d'initiatives multiacteurs pour la RSS organisées	2016 : 2	5 (cumulé)	7 (cumulé)		



	<b>Indicateurs</b>	<b>Base de donnée</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements</b>	<b>Ajustement des cibles (cas échéant)</b>
techniquement et politiquement, ses enjeux sont compris par les acteurs politiques informés	ou facilitées par l'organe de coordination de la RSS					
	Indicateur 1.1.2					
Produit 1.2 Une vision nationale de la sécurité répondant aux réalités des défis sécuritaires sur le territoire malgache est développée et permet une planification et formulation stratégique	Indicateur 1.2.1 Nombre de plans d'action sensibles au genre, comprenant les aspects en équipement et personnel (RH) développés pour les FDS	2016 : 0	3	0	La vision de sécurité n'étant pas encore adoptée, et avec le changement de gouvernement récent, l'élaboration de plans d'action n'a pas encore été entamée par les responsables.	
	Indicateur 1.2.2 Nombre d'analyses de la sécurité et de la gestion des frontières conduites	2016 : 0	2	2		

	<b>Indicateurs</b>	<b>Base de donnée</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements</b>	<b>Ajustement des cibles (cas échéant)</b>
pour chaque FDS	Indicateur 1.2.3 Nombre de plans de gestion des ressources humaines des FDS sensibles au genre élaborés et soumis aux autorités compétentes pour validation.	2016 : 0	3	0		
Produit 1.3 La participation et le rôle des femmes dans le secteur de la sécurité sont renforcés	Indicateur 1.3.1 Nombre de politiques de recrutement des FDS revues pour qu'elles favorisent le recrutement des femmes.	2016 : 0	3	1 (Armée)		
	Indicateur 1.3.2 Nombre d'infrastructures-types pilotes réhabilitées selon un plan architectural respectueux des	2016 : 0	2	1		

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
	femmes					
Produit 1.4	Indicateur 1.4.1					
	Indicateur 1.4.2					
<b>Résultat 2</b> Les FDS accomplissent leur mandat de manière compétente et professionnelle, grâce au renforcement de leurs compétences et capacités	Indicateur 2.1 % des éléments des FDS formés, désagrégés par sexe et par âge, dans le cadre de ce projet, qui, six mois après leur formation, maîtrisent les concepts de protection enseignés lors de leur formation.	2016 : 0	à définir	87.5% 24 formateurs dont 3 femmes FDS en droit de l'homme		
	Indicateur 2.2 % des éléments des FDS formés, désagrégés par sexe et par âge, qui à la fin de leurs formations dans le cadre de ce projet,	2016 : 0	à définir	60% 571 dont 18 femmes représentants des FDS ont été formés dans 21/22 régions.		

	<b>Indicateurs</b>	<b>Base de donnée</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements</b>	<b>Ajustement des cibles (cas échéant)</b>
	maîtrisent le contenu de leurs mandats, leurs champs d'application et leurs règles et réglementations.					
	Indicateur 2.3					
Produit 2.1 Les éléments des FDS sont formés sur les questions d'éthique, de déontologie, de droits de l'homme, de la femme et des enfants	Indicateur 2.1.1 Nombre de curricula / modules de formation revus et mis à jour selon les standards internationaux, les normes et principes internationaux relatifs aux droits de l'homme dont les réponses aux VBG, et la protection de l'enfant	2016: 0	3	3		
	Indicateur 2.1.2 % des éléments	2016: 0	à définir	73,7%		

	<b>Indicateurs</b>	<b>Base de donnée</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements</b>	<b>Ajustement des cibles (cas échéant)</b>
	des FDS formés, désagrégés par sexe et par âge, qui à la fin de leurs formations dans le cadre de ce projet, maîtrisent les questions d'éthique, de déontologie et les normes et principes internationaux relatifs aux droits de l'homme..					
Produit 2.2 Les éléments des FDS sont sensibilisés et formés sur l'approche de Police de proximité, pour gérer et traiter avec les citoyens,	Indicateur 2.2.1 Nombre de formateurs de la Police et de la Gendarmerie Nationale, désagrégé par sexe et par âge, formés sur le concept de police de proximité	2016: 0	30	35		
	Indicateur 2.2.2					

	<b>Indicateurs</b>	<b>Base de donnée</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements</b>	<b>Ajustement des cibles (cas échéant)</b>
y compris sur les questions de VBG	Nombre d'équipements de transmission du BIA Ihosy opérationnels	2018: 0	2	38		
Produit 2.3 La gestion intégrée des frontières est rendue possible	Indicateur 2.3.1 % d'organismes clés en charge de la sécurité des frontières sensibilisés et ayant eu accès aux bonnes pratiques de gestion intégrée des frontières.	2016 : 0%	75%	100%		
	Indicateur 2.3.2 Nombre d'espaces frontières pilotes mis à niveau en termes d'infrastructures, d'équipements, de matériels, et système rendant possible la gestion intégrée des frontières	2016: 0	2	3		

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
	Nombre d'espaces frontières pilotes disposant des personnels techniques en capac	2016: 0	2	3		
Produit 2.4 Les FDS gèrent plus efficacement leurs stocks d'armes	Indicateur 2.4.1 % d'armes nouvellement importées ou introduites à Madagascar qui sont marquées et enregistrées	2016: 0%	30%	0%	Les formations et la dotation des équipements de marquage ont souffert un retard dû au changement de gouvernement et le retard dans la nomination des responsables. Cependant, les entités disposent maintenant des capacités pour initier le processus de marquage.	
	Indicateur 2.4.2 % des armes détenues par les FDS enregistrées dans le nouveau registre informatique	2016: 0	50%	15%		
<b>Résultat 3</b> Les mécanismes de contrôle civil et institutionnel	Indicateur 3.1 % de la population, désagrégée par sexe et par âge, qui estime que	2016: non disponible	à définir			

	<b>Indicateurs</b>	<b>Base de donnée</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements</b>	<b>Ajustement des cibles (cas échéant)</b>
des FDS sont en place et fonctionnent	l'impunité des FDS a été réduite sur les 18 derniers mois du projet					
	Indicateur 3.2 Nombre de plaidoyers des OSC (y compris médias) et de la CNIDH lancés par rapport à la question de la RSS	2016: 0	3 par entité	0		
	Indicateur 3.3					
Produit 3.1 Des mécanismes de contrôle internes aux FDS sont développés et appuyés pour le lancement de leur opérationnalisation	Indicateur 3.1.1 HCDH : % de cas / plaintes / dossiers soumis au CESD qui sont traités dans un délai raisonnable (à préciser avec le CESD)	2016: à préciser	à définir			
	Validation d'une analyse de la justice militaire	2016: non	oui	oui		



	<b>Indicateurs</b>	<b>Base de donnée</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements</b>	<b>Ajustement des cibles (cas échéant)</b>
	incluant des recommandations					
	Indicateur 3.1.2 Nombre de mesures disciplinaires désagrégées par sexe et par âge, prises sur la base des nouveaux codes de conduite	2016: 0	5	0		
	Nbre de plaintes soumises aux mécanismes discipline	2018 : GN 242	+5%	GN: 262		
	Nbre d'heures quotidiennes de disponibilité d'électricité à la prison de Tsiafahy	2018: 3h	24h	3h		
Produit 3.2 Les institutions et mécanismes de contrôle	Indicateur 3.2.1 Nombre de questions ou interpellations écrites ou	2016: 0	5 (cumulé)	42 (cumulé)		

	<b>Indicateurs</b>	<b>Base de donnée</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements</b>	<b>Ajustement des cibles (cas échéant)</b>
étatiques jouent un rôle accru et responsable dans l'exercice de leurs fonctions de contrôle démocratique des forces de défense et de sécurité	formulées en plénière relatives au secteur de la sécurité par les Parlementaires					
	Indicateur 3.2.2					
Produit 3.3 Les mécanismes de contrôle civil jouent un rôle accru et responsable dans l'exercice de leurs fonctions de contrôle démocratique	Indicateur 3.3.1 Nombre de recommandations formulées par des OSC, les médias et/ou la CNIDH, en matière de services rendus par les FDS	2016: 0	6	1 (CNIDH)		
	Indicateur 3.3.2 % des activités dans la stratégie de communication pour	2016: 0	50%	65%		

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
des forces de défense et de sécurité	développement ayant été mises en œuvre					
Produit 3.4	Indicateur 3.4.1					
	Indicateur 3.4.2					
<b>Résultat 4</b> La confiance entre les FDS et la population la plus vulnérable est renforcée, à travers une approche de proximité adéquate par les FDS aux préoccupations de la population dans les zones pilotes, y compris des groupes les plus	Indicateur 4.1 % de la population dans les zones ciblées, désagrégée par sexe et par âge, qui déclare avoir une confiance accrue dans la volonté des FDS à les protéger et remplir leur mandat de protection	2016: à préciser	à définir			
	Indicateur 4.2 % de citoyens dans les zones pilotes, désagrégés par sexe et par âge, où des plans de sécurité communautaire	2016: à préciser	à définir			

	<b>Indicateurs</b>	<b>Base de donnée</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements</b>	<b>Ajustement des cibles (cas échéant)</b>
vulnérables	sont mis en œuvre qui déclarent ressentir une sécurité accrue					
	Indicateur 4.3					
Produit 4.1 Un modèle de sécurité communautaire inclusive et sensible au genre est élaboré, testé et réajusté	Indicateur 4.1.1 Disponibilité d'un modèle de sécurité communautaire sensible au genre, incluant les recommandations des mises en œuvre pilotes	2016: non	oui	non	Les plans locaux de sécurité sont en cours d'élaboration dans trois des cinq communes pilotes	
	Indicateur 4.1.2 Nombre de cas de VBG traités au niveau des postes de police/gendarmes	2017: 1514	3500	3000	Les données semestriels au niveau des 20 services de la police judiciaires sont attendus à la fin du mois de Juin.	
Produit 4.2	Indicateur 4.2.1					
	Indicateur 4.2.2					
Produit 4.3	Indicateur 4.3.1					

	<b>Indicateurs</b>	<b>Base de donnée</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements</b>	<b>Ajustement des cibles (cas échéant)</b>
	Indicateur 4.3.2					
Produit 4.4	Indicateur 4.4.1					
	Indicateur 4.4.2					

## **PARTIE 2: PROGRÈS FINANCIER INDICATIF DU PROJET**

### **2.1 Commentaires sur l'état des progrès financiers globaux du projet**

Veillez évaluer si les dépenses financières du projet sont sur la bonne voie, en retard ou en retard, par rapport aux plans de projet: *on track*

Combien de tranches de budget de projet ont été perçues à ce jour et quand comptez-vous demander le paiement de la tranche suivante si pertinent : La totalité des fonds alloués a été reçue par les agence récipiendaires.

Quel est le niveau global des dépenses/engagements en % par rapport au budget total et par rapport à la tranche (s) reçue (s) jusqu'à présent: 96%

Si les dépenses sont retardées ou non-conformes aux plans, veuillez fournir une brève explication (limite de 500 caractères):

Veillez indiquer quel montant \$ a été prévu (dans le document de projet) pour les activités axées sur l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes et combien a été effectivement alloué à ce jour: 390 515\$ prévus dans le document de projet, 382 259,13\$ (98%) alloués à ce jour

Veillez remplir et joindre l'annexe sur les progrès financiers du projet, **en utilisant le tableau du budget du projet initial (en Excel) et en ajoutant les informations sur le niveau des dépenses / engagements à ce jour**, même si les montants sont indicatifs seulement.